



SYNDICATS DES HAUTES PYRENEES.

JEUDI 12 novembre les agents des Finances des Hautes Pyrénées étaient dans l'action.

Un agent sur trois était en grève

(40 % dans la filière fiscale, 25 % dans la filière gestion publique)

Alors que l'appel unitaire n'avait été lancé que mardi 10 à 15 H 00 en réponse à une énième provocation directionnelle visant à re-convoquer dans l'urgence le CTP du 10 novembre boycotté par les représentants du personnel.

Les trésoreries de Lourdes, Lannemezan, Tarbes impôt et Maubourguet fermées.

La trésorerie générale fermée.

Les CDI de Lourdes et Lannemezan quasiment déserts.

90 agents des finances s'étaient donné rendez-vous à la DSF pour interpeler directement les directions sur les conditions de la création de 3 SIP, sur la situation des effectifs et leur avenir professionnel.

Les directions ont répondu dans un premier temps par le mépris en refusant le dialogue direct avec les personnels. Mépris également à l'égard de la presse qui a été « invitée » à quitter les lieux comme si un conflit social n'avait pas à être mis sur la place publique.

Elles ont pourtant été contraintes d'accepter le débat avec les agents et les représentants du personnel.

Les agents présents ont posé des questions concrètes : sur la viabilité des SIP sans création d'emplois, sur l'utilisation des équipes de renfort du trésor public, sur l'absence de discussion réelle sur la mise en place des nouvelles structures.

Nos directions ont été interrogées sur la question centrale des emplois mais ont refusé de s'exprimer sur la question, se réfugiant derrière la volonté de la DGFIP d'imposer à tout prix la création des SIP au 1^{er} janvier 2010, alors qu'on nous annonce 14 suppressions d'emplois cette année après les 14 de l'an dernier et plus de 80 sur les dix dernières années.

En somme, créons les structures, supprimons encore et toujours et on verra ensuite comment on s'adapte.

En oubliant que ce sont toujours les mêmes qui font les frais de cette politique : l'usager par la dégradation du service rendu et l'agent par la dégradation de ses conditions de travail quotidiennes et par l'absence de reconnaissance salariale.

Les directions ont même poussé « l'indécence » jusqu'à nous demander de nous en remettre à Nicolas Sarkozy sur la question des effectifs. Nous n'insisterons pas !

Les personnels n'en peuvent plus d'entendre les directions se défilier et refuser leurs responsabilités.

Plus que jamais, les organisations syndicales réaffirment les revendications qui se sont largement exprimées hier. :

➤ **Report de la création des SIP de Tarbes, Lourdes et Lannemezan et ouverture de véritables négociations sur la question.**

➤ **Arrêt des suppressions d'emplois.**

➤ **Création d'emplois sur les sites de Lourdes et Lannemezan.**

➤ **Etude ergonomique sur l'hôtel des impôts de Tarbes.**

Nos syndicats nationaux vont saisir M. Parini dès le lundi 16 novembre sur la situation dans les Hautes Pyrénées et lui **remettront la lettre pétition signée, à l'heure actuelle, par 260 agents..**

Cette situation sera à nouveau évoquée le 18 novembre lors du groupe de travail central sur les SIP.

A notre niveau nous ne comptons pas relâcher la pression sur nos directions locales. Il en va de l'avenir et de la qualité du service public de proximité et des conditions de travail des agents.

Nous organiserons prochainement dans l'unité syndicale des Heures d'Information Inter-directionnelles afin de décider avec les personnels des formes d'action à venir pour faire aboutir nos revendications.